



Distr.: LIMITEE
E/ECA/DISD/CODI.2/12
27 juillet 2001

**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**Anglais
Original: FRANCAIS**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité de l'information
pour le développement

Addis-Abeba (Ethiopie)
4 - 7 septembre 2001

**EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DU SYSTEME DE
COMPTABILITE NATIONALE (SCN) DE 1993 EN AFRIQUE**

TABLE DE MATIERES

	PARA
INTRODUCTION	1 – 3
METHODOLOGIE D’EVALUATION	4 – 13
1. Evaluation par phases	4 – 6
2. Nouvelle approche	7 – 13
RESULTATS DE L’ENQUETE DE LA CEA.....	14 – 17
1. Conformité avec le SCN 1993	15
2. Champ couvert par les comptes et tableaux du SCN 1993	16
3. Evaluation d’ensemble de la mise en oeuvre du SCN 1993	17
POINTS A EXAMINER	18
ANNEXES	
Annexe 1: Definition des phases	
Annexe 2: Evaluation par phases 1990/95 et 1992/97	
Annexe 3: Conformité avec les concepts du SCN 1993	
Annexe 4: Champ couvert par les comptes	
APPENDIX 1: Dépouillement de l’enquête	

INTRODUCTION

1. Après l'adoption du Système de Comptabilité Nationale (SCN) par la Commission de Statistique, le Groupe de travail inter-secretariats sur la comptabilité nationale a été établi pour coordonner les questions relatives à sa mise en oeuvre. Les membres du Groupe de travail sont l'EUROSTAT, le FMI, l'OCDE, la Division de statistique des N.U. et les commissions régionales et la Banque mondiale. En outre, le groupe de travail est en contact constant avec les autres groupes inter-secrétariats, les agences spécialisées et les "city groups" en ce qui concerne les travaux de comptabilité nationale de ces organisations.

2. Une des tâches importantes confiée par la Commission de statistique au Groupe de travail intersecrétariat est l'évaluation de la mise en oeuvre du SCN 1993 par les Etats membres. Ainsi il est important de définir des critères selon lesquels on pourrait juger des progrès accomplis par les pays.

3. Ce document a pour objet d'examiner d'abord le développement de la méthodologie d'évaluation et de présenter ensuite les résultats de l'enquête de la CEA selon la nouvelle approche d'évaluation de la mise en oeuvre du SCN 1993.

METHODOLOGIE D'EVALUATION

1. Evaluation par phases

4. Le Groupe de travail intersecretariats a défini six phases composées de 26 principaux tableaux du questionnaire sur les comptes nationaux du Bureau de statistique des N.U. (Annex 1 pour la définition des différentes phases). Les pays au niveau 1 compilent les données sur le produit intérieur brut (PIB) aux prix courants et en prix constants, ventilé par branches d'activité économique et de dépenses finales. Les pays classés au niveau 2 ajoutent aux données sur le PIB, des données des principaux agrégats macro-économiques de l'économie nationale et le compte complet du reste du monde. Les pays ayant atteint les niveaux 3 à 6 établissent les comptes des secteurs institutionnels allant des comptes de production (niveau 3), aux comptes de revenus et

capital (niveau 4), aux comptes financiers (niveau 5) et aux comptes de patrimoine (niveau 6). Pour ce qui est des secteurs spécifiques, la priorité est donnée aux comptes des administrations publiques (niveau 3).

5. La méthode d'évaluation peut se résumer ainsi. Les phases sont établies à partir de la base de données de la Division de statistique des N.U. qui est mise à jour régulièrement par les réponses des pays au questionnaire annuel sur les comptes nationaux. On analyse ensuite les données relatives à la période retenue (1990-1995 et 1992-1997).

6. Un pays est considéré avoir établi un tableau particulier, s'il a communiqué des données pour ce tableau au moins une fois au cours de la période retenue. Le Groupe de travail intersecretariats prépare à chaque session de la Commission de statistique, un rapport sur "l'évaluation par étapes de l'application du système de comptabilité nationale de 1993 par les Etats membres." L'annexe 2 présente les derniers résultats de cette évaluation.

II. Nouvelle approche

7. Lors de sa 31ème session du 29 février au 3 mars 2000, la Commission de statistique des N.U a demandé au Groupe de travail intersecrétariats d'examiner si les phases de la mise en oeuvre du SCN 93 conviennent aux pays. Actuellement, elles indiquent simplement un élément de la mise en oeuvre qui est le champ couvert par les tableaux et comptes recommandés par le Système. Les phases ne montrent pas si le pays applique le SCN 1968 ou le SCN 1993, mais seulement le degré d'élaboration des tableaux de la comptabilité nationale plutôt que l'état d'avancement de la mise en oeuvre du SCN 93.

8. Ainsi, deux points principaux ont été examinés et développés pour une meilleure évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du SCN 1993 au niveau national. Les 2 éléments sont: la conformité avec les concepts du SCN 1993 et le champ couvert par les comptes et les tableaux.

a) Conformité avec les concepts du SCN 1993

9. L'exigence fondamentale de l'évaluation doit porter essentiellement sur le degré d'application des conventions, règles comptables et classifications du SCN 1993. Le Groupe de travail intersecretariats estime que pour vérifier la conformité avec le SCN 1993, il faut surtout identifier les principales différences conceptuelles entre le SCN 1993 et le SCN 1968 relatives au PIB et au RNB ainsi qu'aux principaux concepts de consommation finale.

10. A l'annexe 3 figure la liste des concepts clés à considérer, présentés sous la forme d'un questionnaire. Un "Oui" équivaut à 1 point et un "Non" à 0. La liste n'est pas exhaustive, mais pour que les comptes nationaux d'un pays soient conformes aux SCN 1993, il est essentiel d'appliquer les recommandations portant sur les points suivants:

- élargissement de la frontière des actifs;
- consommation de capital fixe des actifs des administrations publiques;
- indices-chaîne de volume;
- modification du concept d'assurance sociale;
- principaux concepts de consommation finale.

11. Un pays ne doit pas nécessairement mettre en oeuvre tous les éléments mentionnés ci-dessus pour se conformer aux exigences du SCN 1993. Cependant, s'il n'applique pas un grand nombre d'entre eux, des doutes existent quant à la mise oeuvre du SCN 1993 dans la pratique. Pour les Etat membres de la CEA, le terme 'grand nombre' signifie 50% des concepts clés du questionnaire.

b) Champ couvert par les comptes

12. Le Groupe de travail intersecretariats estime qu'en divisant les 6 groupes de tableaux des différentes phases en plusieurs éléments (chacun compterait pour un point dans l'évaluation du degré de mise en oeuvre) est une solution pratique. Les ensembles de données sont présentés dans le tableau de l'annexe 4 qui reprend les intitulés des tableaux du questionnaire des Nations

Unies. La nouvelle évaluation portera sur un “ensemble de données minimum à fournir”, un “ensemble de données dont l’élaboration est fortement recommandée et un “ensemble de données souhaitables à calculer si possible”.

13. En conclusion, le Groupe de travail estime que le questionnaire sur la conformité avec le SCN 1993 et le nouveau questionnaire sur le champ couvert par les comptes donnent une image plus concise de la réalité que l’actuelle évaluation par étapes. En combinant les deux questionnaires, ceci permettra une meilleure évaluation de l’état d’avancement de la mise en oeuvre du SCN 1993 par un pays. Ainsi cette nouvelle approche sera proposée à la Commission de statistique pour considération et approbation.

RESULTATS DE L’ENQUETE DE LA CEA

14. La Division des services de l’information pour le développement (DISD) a envoyé aux services nationaux de statistique des pays africains les deux questionnaires proposés par le Groupe de travail intersecretariats afin d’évaluer la mise en oeuvre du SCN 1993 dans ces pays selon la nouvelle approche. L’enquête a été conduite par voie postale et par courrier électronique. 21 pays ont répondu soit un taux de réponse de 40%. L’exploitation détaillée des réponses figurent en appendix 1. Les pays qui ont répondu sont: l’Afrique du Sud, Botswana, le Cap-Vert, le Congo, la Côte d’Ivoire, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Maroc, Maurice, Mozambique, la Namibie, l’Ouganda, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, les Seychelles, le Tchad et la Tunisie.

I. Conformité avec le SCN 1993

15. Selon l’hypothèse retenue dans notre évaluation, un pays est en conformité avec le SCN 1993 s’il a répondu à la moitié (50%) des questions posées dans le questionnaire. Quatre pays, le Cap-Vert, le Congo, le Maroc et le Sénégal ont mentionné qu’ils sont en phase de préparation de la mise en oeuvre du SCN 1993 et que les comptes nationaux sont encore élaborés selon le SCN 1968. Selon le critère sus-mentionné, l’évaluation des pays ayant appliqué les concepts du SCN 1993 se présente comme suit.

Nombre de réponses	Nombre de pays ayant appliqué le SCN 1993	Pourcentage des pays ayant appliqué le SCN 1993
21	6	24%

Les six pays sont: l'Afrique du Sud (70%), le Botswana (53%), la Côte d'Ivoire (67%), le Lesotho (71%), le Mozambique (57%) et la Tunisie (87%).

II. Champ couvert par les comptes et tableaux du SCN 1993

16. Les réponses des pays sont aussi présentées à l'appendix 1. Cependant, seuls les 6 pays mentionnés ci-dessus qui ont adhéré au SCN 1993 seront évalués en ce qui concerne la mise en oeuvre des 3 ensembles des données. On obtient les résultats suivants:

Pays	Minimum	Recommandé	Souhaitable	Pourcentage
				Ensemble
Afrique du Sud	63	67	18	49
Botswana	100	67	35	67
Côte d'Ivoire	88	100	47	78
Lesotho	88	67	24	60
Mozambique	100	100	47	82
Tunisie	100	100	41	80

III. Evaluation d'ensemble de la mise en oeuvre du SCN 1993.

17. En combinant les résultat des 2 questionnaires, le degré de mise en oeuvre pour les 6 pays est le suivant:

Afrique du Sud	: 60%
Botswana	: 60%
Côte d'Ivoire	: 73%
Lesotho	: 66%
Mozambique	: 70%
Tunisie	: 84%

POINTS A EXAMINER

18. Il est demandé à la réunion:

- a) d'exprimer son avis concernant la nouvelle approche pour l'évaluation de la mise en oeuvre du CN 1993;
- b) de suggérer éventuellement des améliorations à apporter à la méthode utilisée par la CEA dans la mise en oeuvre des concepts du SCN 1993.

DEFINITION DES PHASES

Pré-SCN- Développement des données de base sur la production, le commerce, les prix, etc.;

Phase 1 - Calcul des indicateurs de base du Produit intérieur brut (PIB):

Emplois finals du PIB, à prix courants et constants; répartition du PIB par branche d'activité économique, à prix courants et constants; tableau ressources-emplois, à prix courants et constants;

Phase 2 - Calcul du Revenu national brut et d'autres indicateurs primaires:

Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants; compte de capital et compte financier du Reste du Monde;

Phase 3 - Etablissement des comptes des secteurs institutionnels (Première étape): Comptes de production de tous les secteurs institutionnels; comptes de distribution (primaire et secondaire) et d'utilisation du revenu, compte de capital et compte financier des Administrations publiques.

Phase 4 - Etablissement des comptes des secteurs institutionnels (Etape intermédiaire): comptes de distribution (primaire et secondaire et d'utilisation du revenu et comptes de capital de tous les secteurs institutionnels, à l'exception des Administrations publiques;

Phase 5 - Etablissement des comptes des secteurs institutionnels (Etape finale): Comptes financiers de tous les secteurs institutionnels, à l'exception des Administrations publiques; et,

Phase 6 - Autres comptes de flux et comptes de patrimoine: Comptes des autres changements d'actifs de tous les secteurs institutionnels; comptes de patrimoine.

ANNEXE II

EVALUATION PAR PHASES

Pays	Phase 1990/1995	Phase 1992/1997
Afrique du Sud	2	2
Algérie	0	0
Angola	2	0
Bénin	1	1
Burkina Faso	1	1
Burundi	1	0
Cameroun	1	1
Cap-Vert	0	0
Comores	0	0
Congo	0	0
Côte d'Ivoire	2	2
Djibouti	1	1
Egypte	1	0
Erythrée	0	0
Ethiopie	0	0
Gabon	1	1
Gambie	1	1
Ghana	0	0
Guinée	0	0
Guinée équatoriale	1	0
Guinée-Bissau	1	0
Jamahiriya arabe libyenne	0	0
Kenya	2	2
Lesotho	2	2
Libéria	0	0
Madagascar	0	0
Malawi	1	2
Mali	2	2
Maroc	2	2
Maurice	2	2

Mauritanie	1	1
Mozambique	0	0
Namibie	2	2
Niger	1	1
Nigéria	2	2
Ouganda	1	1
République centrafricaine	1	1
République démocratique du Congo	1	1
République-Unie de Tanzanie	2	2
Rwanda	0	0
Sao Tomé-et-Principe	0	0
Sénégal	1	1
Seychelles	1	1
Sierra Leone	2	0
Somalie	0	0
Soudan	0	0
Swaziland	1	1
Tchad	1	1
Togo	1	1
Tunisie	2	2
Zambie	1	0
Zimbabwe	2	0

ANNEXE III

Les données des comptes nationaux de votre pays comprennent-elles les estimations suivantes?

Description	Oui	Non	Partielle- ment
Formation brute de capital (FBC)/Production			
Les dépenses consacrées par les militaires à l'acquisition d'actifs fixes, qui peuvent être utilisés à des fins civiles, sont-elles incluses dans la formation brute de capital des administrations publiques ?			
La consommation de capital fixe inclut-elle la consommation de capital fixe de tous les actifs fixes des administrations publiques (routes, barrages retenues d'eau et autres formes de construction sauf les structures) ?			
Les dépenses consacrées à la prospection minière et pétrolière (que les travaux aboutissent ou non) sont-elles capitalisées ?			
Les achats de logiciels informatiques sont-ils inclus dans la formation brute de capital et les dépenses de développement des logiciels sont-elles capitalisées et incluses dans la production ?			
Les dépenses des oeuvres récréatives, littéraires et artistiques originales sont-elles incluses dans la formation brute de capital et les dépenses relatives à leur développement sont-elles capitalisées et incluses dans la production ?			
Les dépenses consacrées aux objets de valeur sont-elles incluses dans la formation brute de capital ?			
Le SCN 1993 a élargi la frontière de la production des ménages pour inclure la production de biens à partir des produits autres que primaires- Ces biens sont-ils inclus dans la production ?			
Le SCN 1993 a élargi la frontière de la production des ménages pour inclure la transformation de produits primaires par ceux qui ne les produisent pas- Ces biens sont-ils inclus dans la production ?			
La croissance naturelle des forêts cultivées est-elle incorporée dans la formation brute de capital ?			
Estimation en volume			
Les mesures de volume sont-elles estimées selon la méthode des indices – chaînes en utilisant des pondérations annuelles différentes?			
Contributions sociales/Assurance			
Les cotisations sociales (pour maladie, chômage, retraite, etc.) des employeurs à des régimes d'assurance sans constitution de réserve sont-elles imputées comme rémunération des salariés et comprises dans les cotisations à un régime privé d'assurance sociale?			
La production de l'assurance dommages inclut-elle les suppléments de primes ou elle est simplement calculée comme primes moins indemnités ?			
Éléments affectant le revenu national brut			
Les bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers sont-ils comptabilisés dans le compte du reste du monde ?			
Les envois des fonds des travailleurs sont-ils exclus ?			
Éléments n'affectant pas le niveau du PIB/RND			
Consommation finale			
Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont-elles subdivisées en consommation individuelle et en consommation collective ?			

ANNEXE IV

Votre pays a-t-il établi les tableaux et comptes du SCN 1993 suivants ?

Numéros des tableaux du questionnaire des N.U. sur le SCN		Segments du SCN	Tableaux et comptes annuels	Oui	Non
Valeur ajoutée, PIB et Emploi					
2.1		Valeur ajoutée et PIB à prix courants par branches d'activité économique	Min		
2.2		Valeur ajoutée et PIB à prix constants par branches d'activité économique	Min		
1.3		Emplois du PIB à prix courants	Min		
1.4		Emplois du PIB à prix constants	Min		
2.3		Composantes de la valeur ajoutée à prix courants par branches d'activité économique	Min		
		Emplois par branche d'activité économique	Min		
Comptes et tableaux intégrés, y compris les comptes satellites					
1.5/4.1		Comptes de l'économie totale	Min		
		Tableau des ressources et des emplois	Recom		
5.1		Classification croisée de la production/valeur ajoutée par branches d'activité économique et secteurs institutionnels	Recom		
		Compte économiques intégrés	*		
		Comptes du tourisme	*		
		Comptes de l'environnement	*		
		Matrice de comptabilité sociale	*		
		Autres comptes socio-économiques	*		
Classification par fonction des dépenses					
3.1		Classification des fonctions des dépenses de consommation finale (ou autre) des administrations publiques à prix courants	Recom		
		Classification des fonctions des dépenses de consommation finale des administrations publiques à prix constants	*		
3.2		Classification des fonctions des dépenses de consommation individuelle à prix courants	Recom		
		Classification des fonction des dépenses de consommation individuelle à prix constant.	*		
		Classification des dépenses de consommation intermédiaire et finale par fonction de tous les secteurs	*		
Comptes des secteurs institutionnels (jusqu'à capacité/besoin de financement)					
4.2		Comptes du reste du monde	Min		
4.3		Comptes des sociétés non financières	*		
4.4		Comptes des sociétés financières	Recom		
4.5		Comptes des administrations publiques	Recom		
4.6		Comptes des ménages	*		
4.7		Institutions sans but lucratif au service des ménages	*		
Comptes et tableaux financiers et comptes de patrimoine					
4.1-4.7		Comptes financiers de tous les secteurs institutionnels	*		
		Comptes de patrimoine, de réévaluation, des autres changements de volume d'actifs	*		
		Comptes des actifs pour les actifs financiers	*		
		Comptes des actifs pour les actifs produits	*		

	Comptes des actifs pour les actifs non produits	*		
--	---	---	--	--